

Destitution de Donald Trump ? Les Démocrates se sont fait piéger



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 02 octobre 2019

Source [Le Salon Beige]

Les Démocrates sont en panique : Donald Trump remonte aux sources ukrainienne, australienne et anglaise de la machination du gang d'Obama contre sa campagne de 2016 et son équipe. Le dossier et l'enquête de Mueller, ancien directeur du FBI, [sont discrédités](#) depuis que l'on sait que rien des accusations de collusion portées contre Trump ne s'est avéré exact. Devant l'imminence du [rapport](#) de l'Inspecteur Général qui s'annonce dévastateur sur l'espionnage illégal par mandats FISA par les anciennes et corrompues équipes Obama, le Deep State démocrate n'a pas le choix : retarder et minimiser le scandale.

Pour cela, les Démocrates [mobilisent](#) tout le vivier partisan encore bien présent dans les administrations américaines après 2 mandats d'Obama, pour torpiller Donald Trump. Les Américains [découvrent](#) peu à peu un Parti Démocrate fascisant, près à tout pour couvrir toutes les magouilles, les scandales et les malversations des Obama, Clinton et autre Biden. Donald Trump [remonte](#) peu à peu toutes les innombrables pistes criminelles laissées par les Démocrates pour le piéger lui et sa campagne de 2016.

Christian Daisug analyse dans [Présent](#) :

[...] En début de semaine dernière, Nancy Pelosi, *speaker* de la Chambre des représentants, réunissait à la hâte les correspondants de presse du Congrès pour annoncer le démarrage officiel d'un processus de destitution contre le président Donald Trump. Dans les rangs démocrates, la joie le disputa à la confiance, la rage d'en découdre à l'espoir de détruire. On avait attendu si longtemps. Enfin, la bataille allait commencer : du sang ! Du sang !

Mais, au soir de cette journée partisane et rayonnante, Kevin McCarthy, chef de la minorité républicaine à la Chambre, fit remarquer que le procédé était illégal. Une destitution commence toujours par un vote préliminaire et non par une simple déclaration. « Qu'à cela ne tienne », s'écrièrent d'une seule voix enthousiaste les députés démocrates. « Eh bien, votons, puisque c'est la règle. » On vota. Il y eut huit abstentions. Les 231 démocrates à leurs bancs dirent oui à la destitution tandis que les 193 républicains à leurs postes répondirent non. Deux blocs antagonistes. De part et d'autre, aucun transfuge. La gauche face à la droite. La gauche exultait. N'avait-elle pas obtenu ce qu'elle cherchait depuis trois ans ? C'est alors qu'un vent de panique commença à souffler dans les rangs démocrates.

Piégés !

En partant d'une analyse qui faisait seulement référence à un règlement interne de l'institution législative, McCarthy avait obtenu deux résultats avec une seule pierre.

D'une part, en forçant la Chambre à voter, il la fit entrer dans la légalité et, en même temps, lui offrit formellement le procédé menant à une destitution. Cadeau empoisonné car, d'autre part, en nourrissant chez

les démocrates une euphorie aussi spontanée que naïve, il ouvrit devant eux la mise aux voix de cette destitution – un piège dans lequel ils sont tous tombés. Désormais, la situation est très claire. Tous les démocrates sont d'accord pour éjecter Trump de la Maison-Blanche par un procédé humiliant pour lui au lieu d'attendre le verdict des urnes en novembre 2020. Aucun démocrate ne pourra contester le choix qu'il vient de faire – le pire pour l'avenir immédiat de son parti, le meilleur pour les intérêts des républicains et de Trump. Les 231 démocrates ont opté, sans en prendre totalement conscience, pour un referendum aux législatives et à la présidentielle de l'an prochain. Pour ou contre Trump. Pour la Maison-Blanche, c'est l'échiquier idéal. Le président bénéficie de 53 % d'opinions favorables et 57 % d'Américains demeurent hostiles à sa destitution.

Un scénario catastrophe

Chez les démocrates, le vent de panique se mua très vite en ouragan lorsqu'ils se penchèrent sur les chiffres. Certes, ils ont à l'heure actuelle 231 voix pour conduire une destitution alors que les règlements n'en exigent que 218. Une marge de 13 voix. Jouable en temps normal, mais nous ne sommes plus dans un scénario normal. Pourquoi ? Parmi les circonscriptions détenues actuellement par les démocrates et qui sont à renouveler l'an prochain, 31 se situent dans des Etats remportés par Trump en novembre 2016. Et dans 13 d'entre elles, Trump s'est même offert un carton en battant Hillary Clinton par plus de six points. On peut deviner le degré de vulnérabilité de ces mal élus de la gauche qui auront à affronter des électeurs dont le plus mordant des reproches sera l'aval sans nuances et sans conditions donné à la plus brutale, la plus indigne des solutions pour se débarrasser d'un président.

Un libéral modéré et dépourvu de sectarisme votant par tradition pour un démocrate pourrait en effet avoir le cœur soulevé à l'idée de punir Trump comme un valet indélicat. Ce choc multiplié par vingt ou trente aurait des conséquences électorales considérables. Les démocrates risqueraient de ne pas atteindre les 218 voix lors de l'indispensable deuxième vote de la Chambre après la publication des articles accusateurs. Pour certains observateurs, même leur contrôle de la Chambre est en jeu. Il manque 19 voix seulement aux républicains pour la reconquérir.

La panique démocrate s'amplifia encore devant trois éléments annexes de cet ahurissant spectacle.

1. – Le coup d'audace de Pelosi, qui entra par effraction dans le processus de destitution alors qu'elle lui était hostile, ne fut, en réalité, qu'une lâche soumission aux diktats de la frange la plus extrémiste du parti démocrate. Cette tentative d'éviction de Trump restera l'œuvre des gauchistes. Les Américains s'en souviendront.
2. – Devant leurs électeurs, les démocrates ne pourront même pas afficher quelques victoires législatives : elles n'existent pas. Rien sur l'assurance santé, le prix des médicaments, le contrôle des armes, les grands travaux. Tout sur la destitution.
3. – Les stratèges subversifs ont tenté de transformer en « scandale Trump » une affaire de corruption impliquant en Ukraine Joe Biden, ex-vice-président, et son fils Hunter. Trump n'a jamais demandé au président de l'Ukraine de neutraliser Biden, un rival, en frappant son fils. Les preuves existent. Les démocrates s'en moquent. Comme ils se sont moqués du rapport Mueller et de Mueller lui-même. Comme ils se moquent de tous les faits qui ne les servent pas. Cette destitution vicieusement engagée est en train de devenir pour eux une bombe à retardement.